

## Décentralisation ottomane et débuts du poste beylical dans la province tunisienne (1598-1631)

Asma MOALLA  
Université de Sfax

La dernière décennie du seizième siècle marqua, pour l'empire ottoman, le début d'une période troublée qui s'étendit jusqu'à la fin de la première moitié du dix-septième siècle et qui fut marquée par des soulèvements, des conflits civils et des guerres difficiles sur fond d'une crise économique et financière sans précédent. Au niveau de l'administration des provinces, le gouvernement d'Istanbul, rompant avec la tradition d'un système fortement centralisateur, évolua durant cette période vers l'adoption de diverses mesures de décentralisation. Cette nouvelle politique se manifesta en particulier dans la province tunisienne, au lendemain de la rébellion de son *jund* (armée) en 1591. Le pouvoir central concéda tout d'abord au *jund* rebelle, composé en majorité de *sekbans*, qui étaient des combattants irréguliers recrutés en Anatolie, le droit à une hiérarchie autonome issue de ses rangs. Cette mesure, libérant le *jund* de la tutelle du corps des Janissaires, qui avait fourni jusque-là les officiers encadrant les *sekbans* et autres combattants du rang,<sup>1</sup> diminuait le rayonnement de ce corps

---

<sup>1</sup> Asma MOALLA, *The Regency of Tunis and the Ottoman Porte, 1777-1814, Army and Government of a North African Ottoman Eyâlet at the End of the Eighteenth Century*, London, Routledge Curzon, 2004, p. 9. Il semble donc que le *jund* de Tunis (tout comme ceux d'Alger et de Tripoli) fut initialement organisé de façon similaire aux armées en garnison à la frontière est de l'empire, où le commun des combattants était recruté localement et portait la dénomination de *serhad kulus* (serviteurs des

impérial dans les provinces. On peut supposer cependant qu'elle était loin de représenter une concession douloureuse pour une grande partie des cercles du pouvoir à Istanbul. Les Janissaires, de plus en plus insoumis (ils étaient allés jusqu'à insulter la dépouille du sultan Sulaymân Ier, mort sous les murs de Vienne en 1566) étaient perçus par beaucoup comme une menace grandissante pour la survie de la dynastie ottomane.<sup>1</sup>

La rébellion du *jund* mena également à une réorganisation du gouvernement de la province selon une formule inédite jusque-là (et qui allait être ultérieurement reproduite à Alger), basée sur les compromis calculés d'un pouvoir central aguerri aux manœuvres politiques. Ce nouveau gouvernement, mis en place de façon effective à partir de 1598 - après une période turbulente et incertaine qui suivit immédiatement la rébellion du *jund* et sur laquelle nous ne disposons guère d'information - était dominé par le dey, *serdar* (commandant suprême) du *jund*.<sup>2</sup> Le dey, consacré maître de la province en application d'une politique fréquemment suivie par le gouvernement central en ces temps troublés, qui consistait à accorder le rang de gouverneur aux chefs des formations armées entrées en rébellion,<sup>3</sup> était coopté ou élu parmi le

---

frontières), tandis que les officiers, détachés du corps des Janissaires d'Istanbul, étaient les *kapi kulus*. Voir H. A. R. Gibb and H. Bowen, *Islamic Society and the West: A Study of the Impact of Western Civilization on Moslem Culture in the Near East, Volume One, Parts I and II, Islamic Society in the Eighteenth Century*, 1956 et ré-éditions, London etc., Part I, p. 192.

<sup>1</sup> Colin IMBER, *The Ottoman Empire 1300-1600*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2002, p. 73.

<sup>2</sup> Muhammad IBN ABÎ DÎNÂR AL-QAYRAWÂNÎ, *Al-mû'nis fî akhbâr ifrîqiya wa tûnis*, Tunis, *al-'Atîqa*, 1967, p. 293. Le titre de *serdar* était accordé aux chefs des armées provinciales ou sur un front de guerre : voir *Lugat*, 'serdar'. Ce titre avait probablement été détenu à Tunis avant la rébellion par un *agha* amené du corps des Janissaires.

<sup>3</sup> C. IMBER, *The Ottoman Empire*, p. 73; Karen BARKEY, *Bandits and Bureaucrats: The Ottoman Route to State Centralization*, London, C.U.P., 1994, p. 196.

groupe des *deys* du *jund* (« les oncles », chefs charismatiques dont chacun était élu à la tête d'un groupe de cent combattants). Deux autres dignitaires le suivaient dans la nouvelle hiérarchie des pouvoirs de la province : le *pacha* ou *beylerbey*, précédemment détenteur de l'autorité suprême sur la province, et qui, dépouillé d'un grand nombre de ses prérogatives, conservait la dignité protocolaire découlant de son statut de représentant du sultan ; et le bey, chargé de la perception des impôts dans le pays tribal et rural.

A la différence du dey, élu du *jund*, le bey, de par la nature de ses fonctions, appartenait à l'institution administrative ottomane et était nommé par le gouvernement central. La présente recherche part, en conséquence, de l'hypothèse que ce poste fournit la perspective la plus appropriée à l'étude des politiques du gouvernement central dans la province tunisienne après la rébellion du *jund*. L'étude couvre les années s'étendant de 1598 jusqu'à 1632, à la veille de l'avènement de Hammûda Bey, à partir duquel le bey allait évincer le dey au sommet du pouvoir à Tunis et affirmer sa suprématie durable et irréversible sur la province.

### **Ramadhân Bey : origine du pouvoir et pouvoir des origines**

Sur la nomination du premier bey, Ramadhân, dans la province, Ibn Abî Dînâr, chroniqueur tunisien du dix-septième siècle, écrit :

« (...) Lorsque le pays passa sous la domination ottomane, il fut divisé en territoires confiés à des *qâ'ids* (commandants militaires, ou gouverneurs de districts). Le plus puissant d'entre eux commandait la *mahalla* (expéditions fiscales et militaires dans le pays tribal et rural) (...). Les différentes sources de revenus de la *mahalla* étaient réparties en *iltizams* (fermages), qui passaient d'un *qâ'id* à l'autre, dans la confusion générale (...). Le *qâ'id* Ramadhân fut le premier à se distinguer et à rehausser le prestige de cette fonction ; il fut le premier que la *ra'iyya* (la population) désigna à bon droit par ce titre (de bey)... ».<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> IBN ABÎ DÎNÂR, *Al-mû'nis*, p. 227.

Ce texte affirme d'abord que Ramadhân - quelle que fût la date à laquelle il fut nommé en fonction dans la province (peut-être au lendemain de la conquête ?) - ne fut promu bey qu'à une époque ultérieure, probablement après la rébellion du *jund*. Il souligne également l'importance des fonctions fiscales confiées au bey, ce qui nous amène à établir un rapprochement entre le poste beylical et celui du *muhasil*, qui fit son apparition à cette même période dans les provinces centrales de l'empire. Halil Inalcik, dans son très important article : « Centralisation and Decentralization in Ottoman Administration » (1977), souligne que le poste du *muhasil*, ou percepteur principal (du verbe arabe *hasala*, collecter, obtenir) constituait, dans les stratégies de l'administration centrale, un contrepoids au pouvoir des gouverneurs provinciaux, plus que jamais tentés, en cette période troublée, par la dissidence ou les abus de pouvoir.<sup>1</sup> La fonction principale du *muhasil*, était de collecter les revenus fiscaux contrôlés directement par le Trésor, à savoir les revenus des *mîrî muqâta'as* (Domaine de l'Etat). Cette collecte était assurée par le biais du système de l'*iltizâm* (fermage des impôts) qui connut un développement frappant sous le règne du sultan Murad III (1574-1595)<sup>2</sup>. Le poste de *muhasil* fut accordé à des commandants militaires dignes de confiance ou à d'anciens *defterdars*, qui, durant la période précédente, avaient représenté la principale autorité fiscale dans les provinces. Les *muhasils* jouissaient cependant d'une délégation de pouvoirs beaucoup plus étendue que celle qui avait été accordée aux *defterdars*. Ils assumaient fréquemment, en plus de leurs fonctions fiscales, des responsabilités normalement attribuées aux gouverneurs et les plus puissants d'entre eux avaient rang de *pacha*.<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> Halil INALCIK, « Centralization and Decentralization in Ottoman Administration » in Thomas Naff and Roger Owen (eds.), *Studies in Eighteenth Century Islamic History*, Southern Illinois University Press, 1977, p. 27-52.

<sup>2</sup> Gibb and Bowen, *Islamic Civilization*, Part II, p. 21.

<sup>3</sup> H. INALCIK, « Centralisation... », p. 28-29.

DÉCENTRALISATION OTTOMANE ET DÉBUTS DU POSTE BEYLICAL DANS LA  
PROVINCE TUNISIENNE (1598-1631)

En reprenant un par un les différents points de cet exposé, on constate une forte correspondance entre le bey tunisien et le *muhassil* ottoman. Premièrement, le poste beylical représentait un contrepoids au pouvoir du dey - équivalent du *pacha beylerbey* dans les autres provinces - même si ce contrepoids fut relativement faible au début de la période nous concernant. Si 'Uthmân Dey (1598-1610) dirigea lui-même à plusieurs reprises la *mahalla* et promulgua des lois sur les impôts à payer par les populations des villes et des campagnes,<sup>1</sup> il semble qu'il y eut ultérieurement un réajustement du rapport de forces en faveur du bey, qui limitait plus strictement le pouvoir du dey à l'environnement urbain et aux ports de la province.

Deuxièmement, le pays de la *mahalla*, qui comprenait la plus grande partie des terres arables de la province semble correspondre aux *mîrîs muqâta'as* du centre de l'empire et plus particulièrement aux *mîrî arazîs*, c'est-à-dire les terres à culture céréalière, considérées comme propriété de l'état, ou du sultan.<sup>2</sup> On note, de plus, l'accent mis par Ibn Abî Dînâr sur le recours au système de l'*iltizâm* pour collecter les impôts dans le pays de la *mahalla* –du moins avant l'avènement du bey.<sup>3</sup> On sait toutefois que les revenus des *mîrîs muqâta'as* du centre de l'empire étaient versés au Trésor central ottoman, tandis que les revenus fiscaux de la *mahalla* furent entièrement alloués aux salaires de son *jund*, probablement aux termes de la réorganisation administrative qui suivit la rébellion de cette armée.

Enfin, si l'on suppose qu'il existait une sorte de hiérarchie des *muhassils*, on peut considérer que Ramadhân figurait parmi les

---

<sup>1</sup> IBN ABÎ DÎNÂR, *Al-mû'nîs*, p. 204 ; et Ahmad IBN ABÎ'L- DHYÂF, *Ithâf ahl-al-zamân bi-akhbâr tûnis wa 'ahd al-amân*, 8 vols., Tunis, Publications du Ministère de la Culture, III, p. 130.

<sup>2</sup> Gibb and Bowen, *Islamic Civilization*, *op. cit.*

<sup>3</sup> Notons également que le pays de la *mahalla* était appelé « tarîq al-sultân », c'est à dire « la voie du sultan », voir Mohamed-Hédi CHÉRIF, (1984-1986) *Pouvoir et société dans la Tunisie de Husayn Ibn Ali, 1705-1753*, 2 Vol. Tunis : Pub. Univ. Tunis.

échelons supérieurs de cette hiérarchie de par son statut de bey –qui le plaçait un échelon au-dessous de celui du *beylerbey*. Il est probable cependant qu'en cette période où le pouvoir ottoman peinait encore à s'établir à l'intérieur de la province, ce bey n'exerça que jusqu'à un certain point les prérogatives non fiscales attachées à la fonction beylicale. L'exercice de ces prérogatives était lié à l'organisation militaire et administrative des populations rurales et surtout tribales, réalisée graduellement et conformément à des usages et règlements établis par l'administration centrale pour ce type de population. Soulignons en tout cas la mise en place, probablement dès les premiers temps de la domination beylicale, d'un tribunal *'urfî* (semi-séculier) qui siégeait durant la *mahalla* et qui était présidé par le bey, qu'assistaient deux *qâdhis* (juges) du rite malékite (auquel adhérait la population locale). Cette cour faisait pendant au tribunal de la Kasbah, réservé à la communauté hanéfite (les membres du *jund* et leurs familles) et présidé par le dey. Ainsi, ces deux dignitaires se partageaient désormais une des plus importantes prérogatives du *pacha beylerbey* classique, qui était celle de rendre la justice au nom du sultan.<sup>1</sup>

Pour récapituler cette analyse des pouvoirs de Ramadhân, on pourrait dire qu'il avait été consacré par le gouvernement central comme dépositaire des revenus de la *mahalla* et comme gouverneur de ses populations dans le cadre d'une décentralisation de l'administration de la province tunisienne au lendemain de la rébellion du *jund*. Il convient maintenant de se pencher sur les origines de ce bey, qui constituaient un des éléments de l'opposition entre ce serviteur de l'état et le dey, élu du *jund* : 'Uthmân Dey (conformément à une condition essentielle déterminant l'éligibilité

---

<sup>1</sup> J. M. VENTURE DE PARADIS, *Les Régences de Tunis et d'Alger*, p. 28. Bien que cette source date du dix-huitième siècle, il est tout à fait probable que cette règle pour l'éligibilité au poste deylical fut édictée dès le début. En 1637, l'accession d'un converti, Usta Murâd Genovese, au pouvoir deylical fut le résultat d'un coup de force et représenta l'unique, ou l'une des très rares, transgressions à cette règle durant la période ottomane de la Tunisie.

à ce poste)<sup>1</sup> était originaire de l'Anatolie et musulman de naissance, tandis que Ramadhân était un converti. Ibn Abî Dînâr, chroniqueur du dix-septième siècle, affirme à ce sujet : « C'était un 'ilj (c'est-à-dire né non musulman) (qui) avait servi l'Etat (*khadima al-mansib*)<sup>2</sup> à Alger avant d'être promu et transféré à Tunis ». <sup>3</sup> A cette affirmation s'ajoute le témoignage d'une source chrétienne du début du dix-septième siècle, selon laquelle Ramadhân, dans sa jeunesse, avait été formé dans le palais du sultan à Istanbul, <sup>4</sup> ce qui nous permet de déduire qu'il était un *kapi kulu* de l'empire. Les *kapi kulus* étaient le produit du *devshirme*, terme qui désignait la levée périodique de jeunes adolescents nés au sein des populations chrétiennes de l'empire, une pratique adoptée par les sultans ottomans à partir du quinzième siècle. Le *devshirme*, droit exclusif du sultan, concernait au début uniquement les communautés chrétiennes des régions européennes de l'empire, en particulier dans les Balkans et s'étendit ensuite à certains de ses territoires asiatiques. Les jeunes garçons sélectionnés par le *devshirme*, une fois convertis à l'islam, rejoignaient, dans leur plus grand nombre, les effectifs du corps des Janissaires, tandis que le reste était affecté à des unités d'élite ou spécialisées. <sup>5</sup> Concernant Ramadhân, nous savons seulement, sur la base du témoignage d'Ibn Abî Dînâr, qu'il servit à Alger avant d'être transféré à Tunis. Il fut ensuite nommé au poste de bey dans cette province, probablement, comme indiqué plus haut, à la suite de la rébellion du *jund* en 1591. On sait que, dès

---

<sup>2</sup> Voir la définition de *mansib*: « service de l'Etat », dans le dictionnaire *Lûgat, Osmanlica Türkçe Ansiklopedi*, par Ferit Devellioglu, Ankara, Aydin Kitabevi, 2006.

<sup>3</sup> IBN ABI DINAR, *Al-Mu'nis*, p. 227.

<sup>4</sup> Bernard ROY, « Deux documents inédits sur l'expédition algérienne de 1628 », in *Revue Tunisienne*, 1917, XIII, p. 183-204, p. 197.

<sup>5</sup> Gibb and Bowen, *Islamic Society*, Part One, p. 57. Parmi ces unités figuraient les *odjaks* de l'Amirauté, basés à Istanbul et Gallipoli. On pourrait, à ce propos, suggérer la possibilité que, durant la période où 'Ilidj Ali fut *kapudan pasha* de la flotte ottomane (1573-1587), Alger, dont il était également le *beylerbey*, ait pu constituer une troisième base de l'Amirauté.

le milieu du quinzième siècle, les *kapi kulus* les plus brillants ou les plus favorisés par le sort accaparèrent de façon croissante les plus hauts postes de l'état dans les provinces, en particulier ceux de *sandjaq beyi* et de *beylerbey*.<sup>1</sup>

En apparence contradiction avec Ibn Abî Dînâr, Al-Wazîr al-Sarrâj, chroniqueur du dix-huitième siècle, rapporte, quant à lui, le témoignage insistant de l'un de ses contemporains, selon lequel ce bey était né musulman, puisque son père, qui avait été membre du *jund* d'Alger avant d'émigrer vers celui de Tunis, était un nommé Husayn.<sup>2</sup> Il faut noter cependant que ce témoignage est précédé de l'affirmation suivante par l'auteur : « (Ce bey) était (de la communauté) des convertis (*kâna mina'l a'lâj*) et ce fut là le fondement de son histoire (*wa 'alayhi banâ târîkhuh* »).<sup>3</sup> On aboutit alors à un récit qui est tout aussi plausible que celui d'Ibn Abî Dînâr et même ne s'en éloigne pas considérablement, à savoir que Ramadhân, bien que né musulman, avait succédé à son père, converti du *devshirme*, au sein de la structure militaire et administrative de Tunis - et en avait hérité en même temps le statut de converti. Il est possible que Ramadhân, en préparation à cette succession, qui était conforme à un usage institué depuis un certain temps pour le renouvellement des élites de *kapi kullaris*,<sup>4</sup> avait été au préalable envoyé à Istanbul pour y recevoir une formation dans les palais du sultan.

### **Les mamelouks européens de Ramadhân et la faction méditerranéenne à Istanbul**

Ramadhân, à l'instar d'autres dignitaires du gouvernement tunisien, possédait un contingent - le plus important, peut-être, dans la province - de mamelouks, ou esclaves affranchis. Convertis à l'islam et grandis,

---

<sup>1</sup> Gibb and Bowen, *Islamic Society*, Part One, p. 145-146.

<sup>2</sup> Muhammad AL-WAZÎR AL-SARRÂJ AL-ANDALUSÎ, *Al-hulal al-sundusiyya fi'l-akhbâr al-tûnisiyya*, 3 vols., Beirut, *dâr al-gharb al-islâmî*, 1985, vol. II, p. 355-356.

<sup>3</sup> AL-WAZÎR, *Al-hulal*, p. 355.

<sup>4</sup> Voir L. MÉNAGE, « devshirme », in *E.I.*<sup>2</sup>.



pour la plupart, dans la maison de ce bey, ces mamelouks recevaient les rudiments d'une éducation religieuse et militaire et étaient inscrits sur les registres du *jund*. De là, ils accédaient, à partir d'une position privilégiée, au statut de membre de la classe '*askeri* (la classe militaire exemptée d'impôts), qui leur permettait de prétendre à des postes militaires ou administratifs souvent lucratifs. Les plus brillants des mamelouks de Ramadhân furent ainsi désignés par alternance pour remplacer leur maître vieillissant à la tête de la *mahalla*.<sup>1</sup> Ils étaient également appelés beys, mais il est probable que seul Ramadhân parmi eux était détenteur du grade de *amîr liwâ'* accompagnant le titre officiel de *sandjaq beyi*.<sup>2</sup>

Ces mamelouks se divisaient en deux groupes : ceux acquis sur les marchés d'Istanbul et provenant de diverses régions de l'empire (y compris de certaines tribus musulmanes) et ceux provenant de la course menée contre les états chrétiens du bassin occidental de la Méditerranée en guerre avec le sultan. Nous nous concentrerons sur ce deuxième groupe, qui allait fournir la base de recrutement des successeurs de Ramadhân, comme nous le verrons plus bas et qui représentaient en effet l'élément le plus influent au sein d'une classe sociale dont l'importance dans la vie politique et économique de la capitale a été relevée par les sources. Cette classe regroupait les communautés de convertis et chrétiens installés à Tunis et restées en rapport avec leurs parents et autres associés dans leur pays d'origine, dans le cadre d'un réseau multiconfessionnel consacré au trafic des butins et captifs de la course qui incluait les plus hautes instances de la province.

Tout comme les mamelouks de l'empire, les mamelouks de la course, de par leur origine confessionnelle, leur éducation et les opportunités dont ils bénéficiaient, présentaient une similarité avec les recrues du *devshirme* ottoman. Mais, si les premiers représentaient une version quelque peu inférieure de ce *devshirme* (tout comme les *sekbans* par rapport aux Janissaires), les

---

<sup>1</sup> IBN ABÎ DÎNÂR, *Al-Mu'nis*, p. 227-228.

<sup>2</sup> Gibb and Bowen, *Islamic Civilization*, Part One, p. 138-139.

mamelouks de la course, quant à eux, en représentaient une extension hors des frontières de l'empire. Leur recrutement était basé sur la sélection d'un captif de la course sur cinq, que l'on réservait au pacha, représentant du sultan (et dont on peut supposer qu'une partie était vendue aux dignitaires de la province).<sup>1</sup> Cette forme de recrutement semble d'ailleurs avoir pris l'aspect d'un retour aux racines du *devshirme* qui remontaient au règne de Murâd Ier (1362-1389), puisque c'est à cette époque que fut constitué le noyau initial de l'armée des Janissaires, par le recrutement obligatoire au sein de ce nouveau corps d'un prisonnier de guerre européen sur cinq.<sup>2</sup>

Pour tenter de reconstituer un lien possible entre le *devshirme* de la course dans la province tunisienne et les politiques du gouvernement central, on s'éclairera des résultats des travaux récents effectués par Safah Emrah Gürkan, qui, bien que concentrés sur la deuxième moitié du seizième siècle, restent pertinents à notre investigation.<sup>3</sup> Ces travaux touchent en particulier à un sujet négligé jusqu'ici par l'historiographie ottomaniste, à savoir le rôle et l'influence des corsaires du Maghreb dans l'état ottoman. L'importance politique acquise par ces combattants maritimes s'inscrivait dans le cadre de l'évolution de l'état ottoman à partir de la fin du seizième siècle, marquée par la rivalité entre diverses factions dont la puissance s'était développée sous l'effet de divers facteurs, auxquels contribuèrent souvent la jeunesse ou

---

<sup>1</sup> Taoufik BACHROUCH, *Formation sociale barbaresque et pouvoir à Tunis au dix-septième siècle*, Tunis, Publications de l'Université, 1977, p. 38-39.

<sup>2</sup> C. IMBER, *The Ottoman Empire*, p. 131-132.

<sup>3</sup> Voir en particulier de cet auteur : *Espionnage in the Sixteenth Century Mediterranean : Secret Diplomacy, Mediterranean Go-Betweens and the Ottoman-Habsburg Rivalry*, Ph. D. thesis, 2002 ; « Mediating Boundaries: Mediterranean Go-Betweens and Cross-Confessional Diplomacy in Constantinople, 1560-1600, » *Journal of Early Modern History*, 19 (2015), p. 107-128 ; « The Political Network of Ottoman Corsairs and their Participation in Factional Politics of the Sixteenth Century Constantinople », on the Internet.

l'inexpérience des sultans de cette période. Au sein du gouvernement central ottoman, la prise de décision politique devenait désormais le résultat de négociations entre des groupes d'intérêts souvent basés sur une solidarité géo-ethnique (solidarité du *djins*) et qui avaient leurs ramifications dans les provinces.<sup>1</sup>

La recherche de Gürkan identifie, à cet égard, une « faction méditerranéenne », dirigée par le *beylerbey* d'Alger 'Uludj 'Alî, renégat calabrais qui fut *kapudan pasha* de 1572 à 1587. Cette faction, s'opposant aux politiques conciliatrices du grand vizir Sokollu (1565-1579) envers les Habsbourg, constituait le camp de la guerre contre cette dynastie impériale, représentée dans la Méditerranée occidentale par sa branche espagnole. La continuation de la guerre maritime contre les Espagnols, menée principalement par corsaires interposés, assurait richesse et pouvoir à ces derniers et servait donc le même objectif que la montée en puissance des convertis de la course dans les provinces du Maghreb.<sup>2</sup> La défense de cette politique s'accompagnait, semble-t-il, de la promotion des intérêts de Venise, rivale des Habsbourg et liée à l'empire ottoman par d'importants échanges commerciaux. Après 'Uludj 'Alî, en effet, son ancien lieutenant 'Uludj Hasan Pacha (Hasan Veneziano), *beylerbey* d'Alger de 1577 à 1580 puis *kapudan pasha* à partir de 1587, fut l'une des figures principales de l'influent « groupe vénitien ». Ce groupe comprenait également, selon Gürkan, divers dignitaires et gouverneurs de provinces ainsi que l'eunuque principal du harem, Gazanfer.<sup>3</sup> A ce dernier, je suggérerais d'ajouter nécessairement la sultane Safiyye, connue pour être acquise aux intérêts de Venise et qui en était peut-être originaire (tout comme le fut certainement sa belle-mère Nurbanu, contemporaine de 'Uludj 'Alî, décédée en 1583). Safiyye fut la favorite du sultan Murad III (1574-1595) et, surtout, la *valide* (sultane mère) du très jeune sultan Mehmet III (1595-1603). On

---

<sup>1</sup> GÜRKAN, « Mediating Boundaries », p. 107 et 121-122.

<sup>2</sup> GÜRKAN, « The Political Network », Internet presentation.

<sup>3</sup> GÜRKAN, « Mediating Boundaries », p. 122.

peut imaginer qu'en sa qualité de régente et de par son lien biologique, en quelque sorte, avec le jeune souverain, la sultane mère avait pu se prévaloir d'un droit partiel sur le *devshirme* pour l'étendre à la région dont elle était originaire.

Ainsi, à partir d'Istanbul, les corsaires et le harem dominaient le réseau multiconfessionnel politique et économique lié à la course à Tunis, et dont la composante convertie et chrétienne était principalement originaire des régions côtières de la Méditerranée occidentale. On notera en particulier que les sources soulignent, dans cette capitale, l'influence d'un « clan des Ferrarais », que l'on pourrait attribuer à la proximité géographique de leur ville d'origine par rapport à Venise. Il y avait également à Tunis une importante communauté originaire de Gênes, cité-état à la fois rivale et proche de Venise, qui fut, avec cette dernière, l'un des premiers états italiens à signer des capitulations (irrégulièrement renouvelées) avec l'empire ottoman et, enfin, des communautés siciliennes. Sans oublier les Corses, Marseillais, Siciliens, Majorquins...<sup>1</sup>

### **De Murâd et Rajab à Hammûda Bey : la faction méditerranéenne et ses rivaux dans la province tunisienne**

Il restera à mener une investigation plus approfondie sur l'alliance entre corsaires et sultanes à Istanbul, qui pourrait éventuellement fournir un certain fondement aux allégations souvent répétées d'un rêve d'empire corsaire ayant Alger pour capitale et s'étendant sur les côtes du Maghreb (et entretenant des liens privilégiés avec Venise ?). Il n'est pas exclu, en tout cas, que l'ambition ultime de la faction méditerranéenne aurait été de remplacer entièrement le *devshirme* de l'empire par le *devshirme* de la course. Les choses semblaient en bonne voie au début du dix-septième siècle, puisque, de 1601 à 1613, le poste de pacha fut accaparé par des renégats italiens, dont des natifs de la Sicile en particulier Soliman Catania (1606-1607 et 1611-1613) et Mustafa

---

<sup>1</sup> André RAYMOND, *Tunis sous les Mouradites, La ville et ses habitants au XVII<sup>ème</sup> siècle*, Tunis, Cérès Editions, 2006, p. 106 - 107.

Trapanaisi (1607-1608).<sup>1</sup> A partir de 1613, les pachas furent recrutés à des sources plus diverses, mais en revanche, cette même année, les mamelouks de la course se virent octroyer (à titre de compensation ?) le poste beylical. Ibn Abî Dînâr nous apprend en effet qu'à la mort de Ramadhân en 1613, Murâd et Rajab furent désignés pour commander par alternance la *mahalla*. Murâd, né en Corse (rattachée alors au domaine génois), était un mamelouk de Ramadhân. Rajab, quant à lui, était le deuxième enfant de la mère de Ramadhân, dont les sources nous décrivent un destin quelque peu rocambolesque. Cette dernière, partie en mer pour rejoindre son époux, avait été capturée par des corsaires algériens et fut mariée à un Janissaire dont elle eut un enfant, Ramadhân. Retournée dans son pays (sur lequel nous n'avons pas d'indication précise) après son veuvage, elle se remaria avec son premier époux, dont elle eut un fils. Cet enfant accompagna sa mère à Tunis, où elle alla s'installer après son deuxième veuvage et grandit dans la maison de son frère aîné. C'est là, peut-on supposer, qu'il fut converti à l'islam sous l'appellation de Rajab, et qu'il acquit par là le statut de mamelouk.

Les politiques de la faction méditerranéenne se heurtaient cependant à un courant puissant, probablement dirigé, à Istanbul, par certains des successeurs du grand vizir Sokollu. A Tunis, on peut déceler les péripéties de cette rivalité à travers certains épisodes de la période du gouvernement de Yûsuf Dey (1610-1637). Il y eut, tout d'abord, la visite que ce dey effectua à Istanbul à une date non précisée par les sources, très probablement à l'invitation du gouvernement central. A l'issue de cette visite, le dey revint à Tunis, accompagné par un régiment de combattants recrutés dans les régions intérieures de l'empire. On peut supposer que l'objectif visé par ce recrutement était de rétablir l'équilibre, au moins en nombre, entre les *sekbans* et les convertis. Deuxièmement, la guerre avec Alger, bastion des corsaires en 1628, ne rapporta aucun acquis à cette dernière. Bien que soldée par une défaite militaire tunisienne, elle se conclut par une assemblée en

---

<sup>1</sup> Leïla BLILI TEMIME, *Sous le toit de l'empire*, p. 276-279.

présence des chefs des deux provinces et d'un haut représentant du gouvernement central, qui confirma la frontière existante entre les deux provinces, objet ou prétexte du litige.<sup>1</sup>

On note, en revanche, qu'à la mort de Yûsuf Dey en 1637, le capitaine corsaire Usta Murad Genovese (originaire de Gênes, comme l'indique son nom) accéda au pouvoir deylical. Le coup militaire qui lui assura cette prise de pouvoir avait été préparé en concertation entre ce dernier et Mami Ferrarese, mamelouk de Yûsuf Dey. Cet épisode ne constitua cependant que l'unique, ou l'une des transgressions au droit exclusif des *sekbans* au poste de dey sur ce poste, qui fut fermement rétabli à la mort de Usta Murad en 1640. Il ne représentait, semble-t-il, qu'un sursaut désespéré du camp de la course qui, à l'échelle de l'empire, avait été sérieusement affaibli par le meurtre tragique du sultan Genç Osman en 1622. Ce jeune souverain, poursuivant témérairement un projet d'affaiblissement, voire d'élimination, des Janissaires, avait, selon ses ennemis, tenté d'établir, à cette fin, une alliance regroupant combattants turcomanes et corsaires. Il avait, selon certaines sources, envoyé des firmans aux gouverneurs d'Alep, de Damas et d'Erzurum pour leur demander de mobiliser à cette fin les corps d'armée turcomanes, et d'autres firmans aux *beylerbeys* d'Alger et de Tunis pour leur demander d'amener leurs flottes vers les côtes libanaises.<sup>2</sup>

Retournons au poste beylical dans la province tunisienne et à Murâd Bey qui, évinçant Rajab Bey, obtint finalement le titre de pacha, accédant ainsi à l'ultime échelon dans la hiérarchie des *muhassils*. Le pouvoir beylical échut alors à son fils Hammûda, qui poursuivit à un rythme accéléré l'organisation du pays de la *mahalla* dans le cadre d'un système de gouvernement à caractère décentralisé remontant aux premiers temps du sultanat ottoman : le système

---

<sup>1</sup> IBN ABÎ DÎNÂR, *Al-mu'nis*, p. 209.

<sup>2</sup> Ercan KARLI, *Osmanli Padishahlari*, Istanbul, Geçit Kitabevi, 2002, p. 157. Bien que les sources utilisées pour ce manuel, comprenant des chroniques ottomanes, soient mentionnées à la fin de cet ouvrage, elles ne font pas l'objet de notes de bas de page.

sipahi. On suggèrera que ce mode d'organisation entraîna l'adoption d'une fiscalité plus modérée, avec un recours moindre aux *iltizâms*.

L'avènement de Hammûda Bey, fils de Murâd, au poste beylical se conformait, comme indiqué plus haut, à un usage institué pour le recrutement des élites ottomanes et de la classe '*askeri* en général dans l'empire ottoman et qui était basé sur la transmission héréditaire des postes et charges de l'armée et de l'état au sein de cette classe. Le recours de plus en plus systématique à cet usage se conjugua, durant cette période, à des appels pressants pour mettre fin au *devshirme*. Ces appels ne furent pas sans effet : le *devshirme* déclina de façon sensible, mais se maintint jusqu'au début du dix-huitième siècle dans tout l'empire.<sup>1</sup> Au niveau de la province tunisienne, l'affaiblissement du *devshirme* de la course s'accompagnait d'une perte de vitesse notable de cette activité après 1640.<sup>2</sup> Les mamelouks de la course, dès le début du dix-huitième siècle (mais rien n'exclut que cette mesure avait déjà été imposée aux derniers mouradites à la fin du dix-septième), cessèrent d'être recrutés aux postes de l'état tunisien et furent limités à des postes rattachés à la maison et au tribunal du bey.<sup>3</sup>

## Epilogue

Dans la province tunisienne, l'essor des beys sous Hammûda, puis sous son fils Murâd II (1666-1675) continua, éclipant le pouvoir du dey. Après la mort de Murâd II, cependant, la dynastie mouradite sombra dans des conflits intestins auxquels les menées du gouvernement central, sous la férule des vizirs Köprülü, n'étaient sans doute pas étrangères. Les Mouradites furent-ils punis pour l'illégitimité même de leur origine, ou, du fait de cette origine, pour leurs liens trop prononcés avec l'acteur le plus puissant désormais sur la scène de la Méditerranée occidentale chrétienne, à savoir la France ? En 1703, le bey Murâd III fut éliminé sur ordre du sultan et

---

<sup>1</sup> L. MÉNAGE, « *devshirme* », *E.I.*2.

<sup>2</sup> A. RAYMOND, *Tunis sous les Mouradites*, p. 114.

<sup>3</sup> A. MOALLA, *The Regency*, p. 83.

une nouvelle dynastie beylicale, issue d'une recrue de l'un des derniers *devshirmes* de l'empire, mené dans l'île de Crète, prenait naissance.<sup>1</sup> La légalité ottomane était rétablie et la province entrait dans une nouvelle étape de son évolution administrative, caractérisée, certes, par une décentralisation plus prononcée à certains égards, mais élaborée de façon plus systématique et institutionnalisée.

## LES SULTANS OTTOMANS DE LA PERIODE

- Murâd III : 1574-1595
- Mehmet III : 1595-1603
- Ahmet I : 1603-1617
- Mustafa I (fou) : 1617-1618 / 1622-1623
- Genç Osman, biographie à vérifier dans *E.I.2.* (1618-1622).
- Murâd IV : 1623-1640.

---

<sup>1</sup> Il semble qu'un critère essentiel pour l'attribution du poste du bey rattachait ce dernier au domaine du *kapudan pacha*. On relève en effet un lien constant entre les beys et les îles méditerranéennes : Ramadhân venait d'Al-Jazâir (« les îles ») ; Murâd était né en Corse ; le bey élu par l'armée rebellée contre les Mouradites à la fin du dix-septième siècle était un nommé Sakizli, (c'est-à-dire de Chios, île ottomane) ; et le père de Husayn Ibn Alî était né en Crète.